

Gambie/Cinq jours après le départ de Jammeh Le président Barrow va rentrer au pays

AFP

Dakar/Sénégal

Son avion, en provenance de Dakar où il était accueilli depuis le 15 janvier, doit atterrir à Banjul en milieu d'après-midi.

Le suspense autour du retour en Gambie du nouveau président Adama Barrow, attendu dans son pays depuis le départ en exil de Yahya Jammeh, s'est dissipé hier, avec l'annonce de son arrivée cet après-midi à Banjul.

Accueilli au Sénégal depuis le 15 janvier à la demande de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), qui craignait pour sa vie durant les derniers jours du mandat de M. Jammeh, M. Barrow différerait jusque là son retour, invoquant des craintes persistantes pour sa sécurité.

"L'arrivée à Banjul du président Adama Barrow est prévue jeudi 26 janvier 2017 à 16H00 (17H00 au Gabon). Tout changement à ce programme sera communiqué", affirme un message publié hier matin sur

un compte Facebook à son nom.

Interrogé sur l'authenticité de ce message, son conseiller Mai Fatty a répondu : "Oui, demain (jeudi) après-midi", dans un texto à l'AFP à Dakar. Une source à la présidence sénégalaise a confirmé que cette information était "exacte".

Ni Adama Barrow, ni son entourage n'avaient jusqu'à présent officiellement annoncé de date pour son retour, attendu depuis le départ en exil le 21 janvier au soir de l'expresident Yahya Jammeh, accueilli en Guinée équatoriale.

Vainqueur de l'élection présidentielle du 1er décembre face à Yahya Jammeh - qui avait initialement reconnu sa défaite avant de se raviser le 9 décembre déclenchant une crise de six semaines - , Adama Barrow a prêté serment le 19 janvier à l'ambassade de Gambie à Dakar.

Il n'est plus apparu, ni ne s'est exprimé en public depuis à l'adresse de son peuple, à part une série d'interviews accordées à des médias locaux et internationaux à Dakar.

A Banjul, une responsable



Photo : AFP

Le nouveau président gambien Adama Barrow quitte Dakar cet après-midi pour rentrer à Banjul.

de la coalition qui a porté M. Barrow au pouvoir, a salué cette nouvelle "exaltante". "Il est important qu'il vienne pour éviter le vide" du pouvoir, a-t-elle déclaré à l'AFP.

MERCENAIRES CACHES. Les attentes et les défis s'annoncent immenses, à commencer par la mise en place d'une administration, qui semblait mal engagée, la vice-présidente choisie par M. Barrow, Fatoumata Jallow Tambajang, étant en principe atteinte par une limite d'âge constitutionnelle.

"J'ai dit au président Barrow que de nombreuses préoccupations sont soulevées" depuis la nomination

de Mme Tambajang, pourtant "faite de bonne foi sur la base de faits disponibles", a indiqué mardi à Banjul son porte-parole, Halifa Sallah.

Il a été suggéré au chef de l'Etat de constituer "un comité de vérification", a-t-il précisé, se disant "sûr que si de nouveaux faits apparaissent", cette nomination pourrait être réexaminée. Le président gambien a demandé la poursuite de l'opération militaire de la Cédéao, lancée le 19 janvier à partir du Sénégal pour forcer M. Jammeh à céder le pouvoir, jugeant les conditions de sécurité insuffisantes pour rentrer. "Le président Adama Bar-

row nous a demandé deux ou trois semaines pour que nous puissions étudier s'il y a des stocks d'armes quel que part. Et s'il y a des mercenaires cachés quelque part", a déclaré mardi le président de la Commission de la Cédéao Marcel Alain de Souza.

La Gambie, petit pays anglophone totalement enclavé dans le Sénégal, à l'exception d'une étroite façade côtière prise des touristes, été dirigée d'une main de fer pendant 22 ans par Yahya Jammeh, un ancien militaire.

M. Barrow a également demandé aux forces de la Cédéao de rester six mois dans le pays, une décision qui appartiendra aux responsables militaires de la Cédéao, a souligné M. de Souza.

Le départ de M. Jammeh a favorisé le retour de milliers de personnes qui avaient fui le pays par crainte de troubles ou de combats. Jusqu'à lundi, au moins 8 000 d'entre elles étaient rentrées et "les mouvements de retour se poursuivent", selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) mardi.

L'Afrique en bref

• Côte d'Ivoire/Grèves. L'inquiétude des évêques

Les évêques catholiques ivoiriens se sont déclarés hier "inquiets" face aux remous sociaux en Côte d'Ivoire où une grève des fonctionnaires déclenchée le 9 janvier se durcit, dénonçant un "climat délétère qui risque de compromettre gravement tous les acquis enregistrés".

• RD Congo/Conflit. La secte qui inquiète l'Onu

L'Onu s'est inquiétée hier à Kinshasa du réveil meurtrier (cinq victimes) de la secte politico-religieuse Bundu Dia Kongo (BDK, Royaume du Congo" en kikongo), dans une région du sud-ouest de la République démocratique du Congo.

• Somalie/Attentat. 28 morts à Mogadiscio

Au moins 28 personnes ont été tuées et 43 blessées hier dans un double attentat à la voiture piégée contre un hôtel du centre de Mogadiscio, suivi d'une attaque par des combattants armés shebab.

A travers le monde

• Etats-Unis/Elections. Trump annonce qu'il va demander une enquête sur de prétendues fraudes

Le président américain Donald Trump a annoncé hier qu'il allait demander "une grande enquête" sur de prétendues fraudes électorales lors des scrutins de novembre, pour lesquelles aucune preuve n'a été rendue publique à l'heure actuelle.

• France/Présidentielle. Fillon : la polémique

Le candidat de droite à la présidentielle française, François Fillon, affronte une polémique après des informations de presse l'accusant d'avoir employé pendant des années sa femme comme attachée parlementaire sans que soit prouvée la réalité de son travail.

• Israël/Colonies. Le numéro 2 de l'OLP "choqué" par le silence américain

Le numéro deux de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Saëb Erakat, a dit hier avoir "reçu un choc" devant le silence des Etats-Unis sur les nouvelles annonces israéliennes de colonisation, et a pressé l'administration Trump de clarifier sa position.

Burkina Faso/Politique

L'ex-Premier ministre Isaac Zida radié de l'armée pour " désertion "

AFP

Ouagadougou/Burkina Faso

Décision prise au travers d'un décret par le président Roch Marc Christian Kaboré. Le désormais ex-général de division pourrait en outre être poursuivi par la justice militaire.

L'EX-PREMIER ministre burkinabé Isaac Zida a été radié de l'effectif des forces armées nationales pour "désertion en temps de paix" par le président Roch Marc Christian Kaboré, a-t-on appris hier de source officielle. "Le général de division Yacouba Isaac Zida du Groupement central des armées (GCA) est rayé des cadres des Forces armées nationales pour compter du 26 février 2016", indique un communiqué daté du 17 janvier signé du président Kaboré, chef suprême des armées, également ministre de la Défense. Selon le décret, M. Zida a été chassé de l'armée pour "absence irrégulière de plus de six jours".

M. Kaboré avait annoncé fin décembre que M. Zida serait "rayé des forces armées nationales" pour "désertion en temps de paix".

Le général Zida a rejoint en janvier 2016 sa famille au Canada à la fin de la transi-

tion (décembre 2015) muni d'une permission délivrée par M. Kaboré en tant que ministre de la Défense. Sa permission a expiré depuis le 15 février et le président Kaboré l'a sommé en vain publiquement de regagner le Burkina Faso, avant de lancer des procédures contre lui pour "désertion en tant de paix".

Selon le Règlement de discipline générale (RDG) des forces armées nationales, les officiers supérieurs et officiers généraux absents de leur poste pour une durée de "six jours" doivent être traduits devant un conseil d'enquête (conseil de discipline pour les soldats).

Le conseil peut proposer leur dégradation et leur radiation automatique des effectifs des forces armées avec ou sans versement des droits légaux.

Le décret présidentiel indique que M. Zida est autorisé à "faire valoir ses droits légaux".

Outre sa radiation, M. Zida pourrait être poursuivi par la justice militaire.

Ancien numéro 2 du Régiment de sécurité présidentielle (RSP), l'ex-garde prétorienne du président déchu Blaise Compaoré, Zida s'était emparé du pouvoir le 1er novembre 2014 au lendemain de la chute de M. Compaoré.

Après de fortes pressions



Photo : AFP

Le général Isaac Zida ne fait plus partie des effectifs de l'armée.

des partis politiques, d'une partie de la société civile et de la communauté internationale, Zida avait cédé le pouvoir au bout de trois se-

maines à Michel Kafando, un diplomate à la retraite qui l'a aussitôt nommé Premier ministre. Le régime de transition a pris fin après l'élection de M. Kaboré le 29 novembre 2015.

Mais à quelques jours de la fin de la transition, M. Zida s'est fait nommé général de division en vertu d'une loi controversée, retoquée depuis par le nouveau Parlement mis en place avec l'arrivée au pouvoir de M. Kaboré.

En avril, un audit réalisé par l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption sur la

"gestion de la commande publique" indique qu'au total 63,1 milliards de francs CFA, soit 55,33% du montant global des commandes publiques passées pendant la période de la transition ont été faites sur la base d'ententes directes et d'appels d'offres restreints "en violation massive des textes".

Le rapport accuse notamment M. Zida, dix-huit membres de son gouvernement et des membres de leur famille de s'être fait attribuer des parcelles dans le quartier chic de Ouaga2000, dans le sud de la capitale. Il a depuis renoncé à ses terrains.

C'est arrivé...

Des Polonais retapent une petite Fiat 126 pour l'offrir à Tom Hanks

DES Polonais se sont cotisés pour offrir à Tom Hanks une petite Fiat 126 polski, après que l'acteur eut un coup de foudre pour la mythique voiture de l'époque communiste, a annoncé mardi la femme à l'origine de cette initiative. L'acteur américain, en tournage l'automne dernier à Budapest, y a vu plusieurs exemplaires de ce véhicule surnommé en Pologne "Maluch" (Le Petit) et a fait part de son enthousiasme sur Twitter, photos à l'appui.

Quand Monika Jaskolska, mère de famille

de 42 ans de Bielsko-Biala, ville du sud de la Pologne où ces voitures étaient fabriquées, a vu les photos, elle a eu l'idée de lui en offrir une, pour qu'il sache "ce qu'elle représentait pour les Polonais". Samedi dernier, avec la cagnotte réunie après un appel sur Facebook, elle a acheté pour 2 000 euros (1,3 million de francs) une Fiat 126 p de 1970 à un collectionneur. La voiture a été transportée dans un garage où elle sera entièrement remise à neuf gratuitement avant de partir en avion pour Los Angeles, grâce au financement d'une compagnie aérienne.

... Bielsko-Biala (Pologne)